



KPMG SA
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

LEARNING PLANET INSTITUTE - LPI

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 août 2025
LEARNING PLANET INSTITUTE - LPI
8 bis rue Charles V - 75004 PARIS

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

LEARNING PLANET INSTITUTE - LPI

8 bis rue Charles V - 75004 PARIS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 août 2025

À l'Assemblée Générale de l'association LEARNING PLANET INSTITUTE - LPI,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association LEARNING PLANET INSTITUTE LPI relatifs à l'exercice clos le 31 août 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er septembre 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note "2.3 Méthodes comptables" de l'annexe des comptes annuels concernant la comptabilisation des subventions reçues et du mécénat.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne la comptabilisation des subventions reçues et du mécénat.

Comptabilisation des subventions reçues et du mécénat

Les principes et méthodes comptables appliqués pour comptabiliser les subventions reçues et du mécénat sont décrits dans la note 2.3 de l'annexe.

Nous avons procédé à l'appréciation des approches retenues par l'association décrites dans la note 2.3 de l'annexe sur la base des éléments disponibles à ce jour et mis en œuvre des tests pour vérifier, par sondages, l'application de ces approches.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion de la Trésorière et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par la Trésorière.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.



Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris la Défense, le 15 décembre 2025

KPMG SA



Thierry Champion

Associé

Learning Planet Institute

Association loi 1901

Comptes annuels au 31 août 2025

SOMMAIRE

BILAN ACTIF	3
BILAN PASSIF	4
COMPTE DE RÉSULTAT	5
ANNEXE	6
1 Description de l'association et événements principaux de l'exercice	6
1.1 Description de l'association	6
1.2 Événements principaux de l'exercice	6
1.3 Événements significatifs postérieurs à la clôture	6
2 Principes, règles et méthodes comptables	7
2.1 Présentation des comptes	7
2.2 Règles comptables	7
2.3 Méthodes comptables	7
3 Informations relatives au bilan	11
3.1 Actif	11
3.2 Passif	14
4 Informations relatives au compte de résultat	17
4.1 Produits d'exploitation	17
4.2 Charges d'exploitation	18
4.3 Résultat financier	18
4.4 Résultat exceptionnel	18
4.5 Ventilation de l'effectif moyen	19
4.6 Autres informations	19
4.7 Engagements hors bilan	20

BILAN ACTIF

En €	Notes	31/08/2025			31/08/2024
		Brut	Amort. & Dépréc.	Net	Net
Immobilisations incorporelles					
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires		15 420	15 420	-	-
Autres immobilisations incorporelles		440 000	123 200	316 800	334 400
Immobilisations corporelles					
Installations techniques, matériels et outillages industriels		1 100 440	1 094 055	6 386	14 826
Autres immobilisations corporelles		349 165	305 762	43 403	71 624
Immobilisations corporelles en cours		71 587	-	71 587	1 800
Immobilisations financières					
Autres titres immobilisés		6 200 000	-	6 200 000	-
Autres		4 118	-	4 118	4 534
TOTAL ACTIF IMMOBILISE (I)	3.1.1	8 180 731	1 538 437	6 642 294	427 184
Stocks et encours		-	-	-	-
Créances					
Avances et acomptes versés sur commandes	3.1.3	-	-	-	7 335
Créances clients, usagers et comptes rattachés	3.1.3	843 161	-	843 161	309 912
Autres créances	3.1.3	2 337 207	-	2 337 207	2 126 490
Trésorerie					
Valeurs mobilières de placement	3.1.5	11 720 297	-	11 720 297	-
Disponibilités	3.1.6	136 807	-	136 807	1 504 147
Charges constatées d'avance	3.1.7	109 151	-	109 151	169 106
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)		15 146 623	-	15 146 623	4 116 991
TOTAL GENERAL ACTIF (I + II + III + IV + V)		23 327 353	1 538 437	21 788 917	4 544 175

BILAN PASSIF

En €	Notes	31/08/2025	31/08/2024
Fonds propres sans droit de reprise			
Fonds propres avec droit de reprise			
Fonds propres statutaires		500 000	-
Ecarts de réévaluation		-	-
Réserves			
Réserves pour projet de l'entité		49 476	49 476
Report à nouveau		881 408	879 680
Excédent ou déficit de l'exercice		136 097	1 728
Situation nette		1 566 981	930 885
Subventions d'investissement		119 677	86 551
TOTAL FONDS PROPRES (I)	3.2.1	1 686 658	1 017 436
Fonds dédiés		17 646 137	1 518 391
TOTAL FONDS REPORTES ET DEDIES (II)	3.2.3	17 646 137	1 518 391
Provisions pour risques		15 000	-
TOTAL PROVISIONS (III)	3.2.2	15 000	-
Avances et acomptes reçus		38 100	-
Emprunts et dettes financières diverses		77 119	77 119
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		1 487 687	1 205 300
Dettes fiscales et sociales		747 197	622 734
Autres dettes		7 430	5 306
Produits constatés d'avance		83 588	97 889
TOTAL DETTES (IV)	3.2.4	2 441 122	2 008 348
TOTAL GENERAL PASSIF (I + II + III + IV + V)		21 788 917	4 544 175
Engagements reçus			
Engagements donnés			

COMPTE DE RÉSULTAT

En €	Notes	31/08/2025	31/08/2024
Ventes de biens et services		1 310 112	928 364
Ventes de prestations		1 310 112	928 364
dont parrainages			
Produits de tiers financeurs		23 143 740	7 454 493
Concours publics et subventions d'exploitation		2 466 740	1 731 453
Ressources liées à la générosité du public		-	-
Dons manuels		1 790	4 614
Mécénats		-	-
Legs, donations et assurances-vie		-	-
Contributions financières		20 675 210	5 718 425
Reprises sur dépréciations, provisions (et amort.), Transferts de ch.		78 338	67 035
Utilisation des fonds dédiés		582 547	1 306 440
Autres produits		891	8 627
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	4.1	25 115 628	9 764 960
Autres achats et charges externes		2 064 646	2 662 139
Aides financières		582 000	721 877
Impôts, taxes et versements assimilés		77 080	62 564
Salaires et traitements		3 721 018	3 834 121
Charges sociales		1 744 136	1 768 847
Dotations aux amortissements et dépréciations		60 990	131 049
Engagements à réaliser sur ressources affectées		16 710 292	583 114
Autres charges		169 463	200 188
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION (II)	4.2	25 129 623	9 963 899
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)		(13 996)	(198 939)
Produits financiers d'autres valeurs mobilières		124 372	96 058
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (III)		124 372	96 058
TOTAL CHARGES FINANCIERES (IV)		-	-
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	4.3	124 372	96 058
3. RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)		110 376	(102 881)
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		-	-
Produits exceptionnels sur opérations en capital		43 390	113 449
TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)		43 390	113 449
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		18 280	-
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		-	-
TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)		18 280	-
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	4.4	25 110	113 449
Participation des salariés aux résultats (VII)			
Impôts sur les bénéfices (VIII)		(611)	8 840
Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs			
Engagements à réaliser sur ressources affectées			
Total des produits (I + III + V)		25 283 389	9 974 466
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		25 147 292	9 972 739
EXCEDENT OU DEFICIT		136 097	1 728
Dons en nature			
Prestations en nature		1 896 272	3 217 591
Bénévolat		19 051	21 562
TOTAL CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	4.6.3	1 915 323	3 239 153
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens			
Prestations en nature		1 896 272	3 217 591
Personnel bénévole		19 051	21 562
TOTAL CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	4.6.3	1 915 323	3 239 153

ANNEXE

La présente annexe fait partie intégrante des états financiers ; elle comporte des éléments d'information complémentaires aux comptes proprement dits, de façon à ce que l'ensemble donne une image fidèle du patrimoine, de la situation financière de l'activité et du résultat de l'Association.

Elle complète donc le bilan de l'exercice clos le 31 août 2025, dont le total est de 21 788 917 € et le compte de résultat de l'exercice dont le solde présente un excédent de 136 097 €.

1 DESCRIPTION DE L'ASSOCIATION ET EVENEMENTS PRINCIPAUX DE L'EXERCICE

1.1 DESCRIPTION DE L'ASSOCIATION

Le LPI est une association régie la loi du 1er juillet 1901.

Depuis 2006, en s'appuyant sur l'intelligence collective, l'association Learning Planet Institute réinvente l'apprentissage à tous les âges de la vie afin de construire des sociétés apprenantes, durables et inclusives, aptes à relever les défis complexes auxquels nous sommes confrontés.

L'Institut a pour mission d'explorer, d'expérimenter et de partager des nouvelles manières d'apprendre et de coopérer afin de répondre aux besoins de la jeunesse et de la planète. Il encourage et essaime une culture, des méthodes et des outils d'empowerment pour transformer les organisations. Enfin, il anime des communautés et accompagne des "Learning Planetizens" à prendre soin d'eux, des autres et de la planète.

Pour atteindre ses objectifs, le Learning Planet Institute crée des programmes de recherche et d'enseignement basés sur l'interdisciplinarité, la diversité et l'initiative. Il s'appuie sur les synergies entre ses activités : R&D, Éducation, Alliance internationale, Transformation des organisations et Écosystèmes numériques.

1.2 EVENEMENTS PRINCIPAUX DE L'EXERCICE

Conformément à la convention signée en 2021, le soutien apporté par la Fondation Bettencourt Schueller au Learning Planet Institute est arrivé à échéance au 31/12/2024.

Dans le cadre d'une convention signée en mai 2024, les parties ont acté ensemble des modalités de versement et d'utilisation du reliquat de la convention ayant expiré au 31/12/2024, sous la forme d'un apport fléché sur des projets afin d'assurer au LPI une période de transition sécurisée et consolider la diversification de ses financements, pendant une période allant jusqu'au 31 décembre 2028.

L'année a été marquée par la fin de plusieurs conventions importantes (ELiS, Recherche UPC) et par le lancement des travaux de réaménagement des laboratoires des 1er et 3e étages, dont la livraison finale est prévue pour le printemps 2026.

Par ailleurs, en mars 2025, la convention entre l'Université des Nations Unies et le LPI a été signée, faisant du LPI un Hub de l'UNU.

1.3 EVENEMENTS SIGNIFICATIFS POSTERIEURS A LA CLOTURE

En Novembre 2025, l'Unesco a validé la candidature du LPI en tant que Centre de Catégorie 2, un accord tripartite entre l'Unesco, le gouvernement Français et le LPI devant être signé sous peu.

2 PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

2.1 PRESENTATION DES COMPTES

Les documents dénommés états financiers comprennent :

- le bilan,
- le compte de résultat,
- l'annexe.

2.2 REGLES COMPTABLES

2.2.1 Durée et période de l'exercice comptable

La durée de l'exercice est de 12 mois et concerne la période du 1^{er} septembre 2024 au 31 août 2025.

2.2.2 Changements de méthodes comptables

Néant.

2.2.3 Changement d'estimation comptable

Néant.

2.2.4 Evolution des lois et règlements

Néant.

2.3 METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du règlement ANC 2014-03 et ses règlements modificatifs, ainsi que ses adaptations aux associations et fondations conformément au règlement ANC 2018-06 du 5 décembre 2018.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Étant précisés les points suivants :

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition

Les immobilisations sont amorties linéairement selon les durées suivantes :

Types d'immobilisations	Durée	Mode
Immo. Incorporelles – réservation de lits	25 ans	Linéaire
Logiciels	1 à 3 ans	Linéaire

Immobilisations corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations). Le LPI n'inscrit à l'actif de son bilan que les biens dont le coût d'acquisition est supérieur à 1000 euros TTC

Les immobilisations sont amorties linéairement selon les durées suivantes :

Types d'immobilisations	Durée	Mode
Matériel de laboratoire	3 à 5 ans	Linéaire
Installations et agencements	3 à 5 ans	Linéaire
Matériel de bureau et matériel informatique	2 à 5 ans	Linéaire
Mobiliers	3 ans	Linéaire

Immobilisations financières

Les immobilisations financières correspondent à des dépôts de garantie, et à un contrat de capitalisation, comptabilisés au coût d'acquisition. Une dépréciation est éventuellement constatée afin de ramener la valeur comptable à la valeur de réalisation des actifs.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières figurent au bilan pour leur coût d'acquisition. Elles font, lorsque nécessaire, l'objet d'une dépréciation calculée pour chaque ligne de titres d'une même nature, afin de ramener leur valeur à la valeur de négociation probable.

Les plus ou moins-values de cession sont enregistrées selon la méthode PEPS (ou FIFO) – Premier Entré Premier Sorti. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'association à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Comptabilisation des subventions reçues et du mécénat

Conformément au nouveau règlement ANC n°2018-06, les subventions et les contributions financières ne présentant aucune clause suspensive sont comptabilisées en produit lors de leur notification, correspondant plus précisément à la date de signature des contrats et des conventions.

Les subventions et contributions financières dont bénéficie l'association Learning Planet Institute peuvent constituer des financements annuels et pluriannuels dédiés à des projets, assortis de clauses résolutoires qui ne suspendent pas l'enregistrement des financements, qui se trouvent acquis dès la signature des contrats et des conventions.

a. Subventions d'exploitation et contributions financières annuelles au titre d'un projet

Les subventions et contributions financières attribuées au titre d'un projet pour un exercice comptable donné sont comptabilisées au moment de leur notification.

A la clôture de l'exercice, la fraction de subvention dédiée à un projet défini qui n'a pu être utilisée conformément à son objet au cours de l'exercice est comptabilisée dans le compte de charges « Reports en fonds dédiés » en contrepartie du passif « Fonds dédiés ».

b. Subventions d'exploitation et contributions financières pluriannuelles au titre d'un projet

Un financement pluriannuel couvre des charges engagées sur au moins deux exercices différents, c'est-à-dire sur une période s'étendant au-delà de l'exercice comptable de sa notification.

- en présence de jalons prescriptifs dans la convention de financement, les produits sont comptabilisés par exercice comptable conformément à ces jalons. La part non consommée de l'exercice est comptabilisée en fonds dédiés, et une consommation qui excéderait le jalon sur l'exercice (charges constatées supérieures aux produits) est comptabilisée en subventions à recevoir.
- en l'absence de jalons prescriptifs, les produits sont comptabilisés par exercice comptable au prorata temporis sur la durée des projets. La part non consommée de l'exercice est comptabilisée en fonds dédiés, et une consommation qui excéderait les produits comptabilisés (charges constatées supérieures aux produits) est comptabilisée en subventions à recevoir.

Cette méthode a pour conséquence de ne pas générer de produits constatés d'avance à la clôture de l'exercice, les produits n'étant pas constatés pour la totalité du montant octroyé lors de la signature des contrats et des conventions.

S'il existe, à la clôture de l'exercice, un risque de reversement partiel ou de remboursement de financements préalablement encaissés au titre de dépenses non-éligibles au financement de la subvention, les conséquences comptables sont les suivantes :

- inscription d'une provision pour reversement de subvention si la sortie de ressources est probable et chiffrable avec précision ;
- inscription d'une dette (subvention partielle ou totale à reverser) envers le financeur dès lors que la sortie de ressources est certaine et que son échéance est connue.

3 INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN

3.1 ACTIF

3.1.1 Tableau des immobilisations corporelles, incorporelles et financières

	31/08/2024	Acquisitions	Cessions / Diminution	31/08/2025
Immobilisations incorporelles				
Droit de réservation	440 000	-	-	440 000
Logiciels	15 420	-	-	15 420
	455 420	-	-	455 420
Immobilisations corporelles				
Installations et agencements	31 396	2 851	-	34 247
Matériel et outillage industriel	1 066 193	-	-	1 066 193
Matériel et mobilier de bureau et informatique	345 288	3 877	-	349 165
Immobilisations corporelles en cours	1 800	69 787	-	71 587
	1 444 677	76 516	-	1 521 193
Immobilisations financières				
Autres titres immobilisés	-	6 200 153	-	6 200 153
Dépôts et cautionnements	4 534	166	735	3 965
	4 534	6 200 319	735	6 204 118
TOTAL Brut	1 904 631	6 276 834	735	8 180 731

Les autres titres immobilisés correspondent à un contrat de capitalisation, mis en place en mai 2025, et d'une durée minimale de 4 ans.

3.1.2 Tableau des amortissements

	31/08/2024	Dotations	Diminutions	31/08/2025
Immobilisations incorporelles				
Droit de réservation	105 600	17 600	-	123 200
Logiciels	15 420	-	-	15 420
	121 020	17 600	-	138 620
Immobilisations corporelles				
Installations et agencements	30 600	1 131	-	31 730
Matériel et outillage industriel	1 052 164	10 161	-	1 062 324
Matériel et mobilier de bureau et informatique	273 663	32 098	-	305 762
	1 356 427	43 390	-	1 399 817
TOTAL Amortissements et Dépréciations	1 477 447	60 990	-	1 538 437
IMMOBILISATIONS NETTES	427 184			6 642 294

3.1.3 Etat des créances

ETAT DES CREANCES		Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an
<i>De l'actif immobilisé</i>	Autres immobilisations financières	4 118	-	4 118
<i>De l'actif circulant</i>	Autres créances clients	843 161	843 161	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	30	30	
	Etat - Impôts sur les bénéfices	611	611	
	Subventions à recevoir	1 749 622	1 749 622	
	Débiteurs divers	586 944	586 944	
Charges constatées d'avance		109 151	109 151	
TOTAL		3 293 637	3 289 519	4 118

Les débiteurs divers sont principalement constitués de contributions financières à recevoir, à hauteur de 582K euros.

3.1.4 Produits à recevoir

PRODUITS A RECEVOIR	31/08/2025	31/08/2024
Créances clients		
Facture à établir	712 872	49 769
Créances fournisseurs		
Avoirs à recevoir	-	7 335
Autres Créances		
Etat - Produits à recevoir	1 749 622	1 327 722
Autres créances		
Autres produits à recevoir	582 608	785 388
TOTAL	3 045 102	2 170 214

Les autres produits à recevoir se décomposent comme suit :

- Subvention, dons, mécénat et contributions financières à recevoir : 582 k€

3.1.5 Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement d'un montant de 11 720 297 euros correspondent à des SICAV monétaires. Aucune dépréciation n'a été comptabilisée au 31 août 2025.

3.1.6 Disponibilités

Le solde au 31 août 2025 est de 136 807 €. Ce montant correspond au solde des comptes suivants :

- Comptes bancaires : 108 164 €
- Comptes livret : 26 905 €
- Caisse : 1 000€
- Intérêts courus : 738 €

3.1.7 Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance d'un montant de 109 151 € sont relatives à des factures fournisseurs datées d'avant le 31 août 2025 concernant des charges postérieures à cette date.

3.2 PASSIF

3.2.1 Fonds propres avant affectation du résultat

	A l'ouverture	Affectation du Résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres avec droit de reprise	-	-	500 000	-	500 000
Fonds propres sans droit de reprise	-	-	-	-	-
Réserves pour projets associatifs	49 476	-	-	-	49 476
Report à nouveau	879 680	1 728	-	-	881 408
Résultat de l'exercice	1 728	- 1 728	136 097	0	136 097
Situation nette	930 885				1 066 981
Subvention d'investissement	86 551		76 516	- 43 390	119 677
TOTAL	1 017 436	-	712 612	- 43 390	1 686 658

3.2.2 Provisions pour risques et charges

Une provision pour risques d'un montant de 15 000 euros a été comptabilisée.

Le montant de la provision pour indemnités de départ à la retraite fait l'objet d'une mention en annexe.

3.2.3 Fonds dédiés

Le LPI a appliqué l'option offerte par nouveau règlement 2018-06 sur la comptabilisation du financement privé des immobilisations : fonds dédiés/report en résultat au même rythme que les amortissements.

VARIATION DES FONDS DEDES ISSUS DE	A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	REPORTS	UTILISATIONS		TRANSFERT	A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	
			Montant global	Dont remboursements		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subvention d'exploitation							
Fonds dédiés ANR	47 088	64 141	47 088	-	-	64 141	-
Fonds dédiés Cergy Université - WE LEARN	-	354 727	-	-	-	354 727	-
Fonds dédiés Eurip	588 719	235 000	80 838	-	-	742 881	-
Fonds dédiés Ifea	180 343	254 019	69 932	-	-	364 430	-
Fonds dédiés Ministère des affaires étrangères	19 514	22 804	19 514	-	-	22 804	-
Fonds dédiés Onisep	59 115	-	59 115	19 240	-	-	-
Fonds dédiés UE PATTERN	46 390	25 261	46 390	-	-	25 261	-
Fonds dédiés VILLE DE GRIGNY - BDR	4 749	-	4 749	-	-	-	-
Fonds dédiés VILLE DE GRIGNY - LYCEE INNOVANT	25 317	28 689	25 317	-	-	28 689	-
Contribution financières d'autres organismes							
Fonds dédiés Droit de réservation	334 400	-	17 600	-	-	316 800	-
Fonds dédiés Apport opérationnel 2025-2028	-	14 214 066	-	-	-	14 214 066	-
Fonds dédiés Apport Spécifique 2025-2028	-	1 123 520	-	-	-	1 123 520	-
Fonds dédiés Fondation Orange	-	24 659	-	-	-	24 659	-
Fonds dédiés Fondation Forvía	-	2 302	-	-	-	2 302	-
Fonds dédiés Fondation pour l'Ecriture - BDR	3 878	-	3 878	-	-	-	-
Fonds dédiés Lutte Cecité Surdité	7 542	-	6 790	-	-	753	753
Fonds dédiés Mairie de Paris Investissement	201 336	-	201 336	-	-	0	-
Fonds dédiés Malakoff	-	786	-	-	-	786	-
Fonds dédiés Porticus France - GLSE	-	33 627	-	-	-	33 627	-
Fonds dédiés Stellantis	-	315 898	-	-	-	315 898	-
Fonds dédiés Templeton	-	10 794	-	-	-	10 794	-
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL	1 518 391	16 710 292	582 547	19 240	-	17 646 137	753

3.2.4 Etat des dettes

ETAT DES DETTES		Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et à 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes financières divers		77 119	77 119	-	-
<i>dont Groupe et associés</i>		-	-	-	-
Fournisseurs et comptes rattachés		1 487 687	1 487 687	-	-
Personnel et comptes rattachés		218 170	218 170	-	-
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		336 143	336 143	-	-
<i>Etats et autres collectivités publiques</i>	Taxe sur la valeur ajoutée	138 285	138 285	-	-
	Autres impôts, taxes et assimilés	54 600	54 600	-	-
Autres dettes		45 530	45 530	-	-
Produits constatés d'avance		83 588	83 588	-	-
TOTAL		2 441 122	2 441 122	-	-
Emprunts souscrits en cours de l'exercice		-			
Emprunts remboursés au cours de l'exercice		-			

3.2.5 Charges à payer

CHARGES A PAYER	31/08/2025	31/08/2024
Fournisseurs et comptes rattachés		
Factures non parvenues	587 275	294 230
Dettes fiscales et sociales		
Dettes sociales à payer	322 492	338 328
Impôts et taxes à payer	139 938	4 786
Autres dettes		
Autres charges à payer	38 100	4 073
TOTAL	1 087 806	641 417

4 INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

4.1 PRODUITS D'EXPLOITATION

VENTILATION DES PRODUITS D'EXPLOITATION	31/08/2025	31/08/2024
Ventilation des produits d'exploitation		
Mise à disposition d'espaces	538 717	270 858
Animations ateliers péri-scolaires	245 119	235 732
Prestations de formation	1 000	50 320
Prestations d'accompagnement et annexes	525 277	371 455
Ventilation des subventions d'exploitation		
Subventions publiques	2 466 740	1 731 453
Dons et mécénat	20 677 000	5 723 039
Ventilation des autres produits d'exploitation		
Produits divers de gestion	891	8 627
Transferts de charges	78 338	54 423
Utilisation fonds dédiés	582 547	1 306 440
Reprise sur dépréciations	-	12 612
TOTAL	25 115 628	9 764 960

4.2 CHARGES D'EXPLOITATION

Il s'agit pour l'essentiel de :

En €	31/08/2025	31/08/2024
Rémunération du personnel	5 465 153	5 602 968
Subvention accordées	582 000	721 877
Achats non stock. mat. et fourn.	179 155	195 458
Achats d'études et prest. de serv.	679 806	1 081 629
Déplac., missions, réceptions	175 787	205 212
Report en fonds dédiés	16 710 292	583 114
Personnel extérieur à l'entreprise	42 000	41 804
Entretien et réparations	274 921	305 965
Locations	352 715	338 431
Rémunération d'intermédiaires, honoraires	117 948	194 026
Dotation aux amortissements	60 990	131 049
Divers services extérieurs	216 094	269 354
Publicité, publications, relat. Publ.	26 220	30 261
Divers charges de gestion courante	169 463	200 188
Impôts et taxes sur rémunération	77 080	62 564
TOTAL	25 129 623	9 963 899

4.3 RESULTAT FINANCIER

Le résultat financier de 124 372 € concerne principalement les plus-values de cessions des valeurs mobilières de placement et les intérêts du compte sur livret.

4.4 RESULTAT EXCEPTIONNEL

Le résultat exceptionnel de 25 110 € concerne les éléments suivants :

- Amendes et pénalités : 3 280 €
- Dotations aux provisions pour risques : 15 000 €
- Quote-part de subvention d'investissement : 43 390 euros

4.5 VENTILATION DE L'EFFECTIF MOYEN

	Nombre de cadres	Nombre de non cadres	Effectif total
2024	63	6	69
2025	56	2	58

4.6 AUTRES INFORMATIONS

4.6.1 Informations relatives à la rémunération des dirigeants

Conformément à l'article 261-7.1°d du Code général des impôts et en application de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, le montant des rémunérations et avantages en nature versés aux trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés s'est élevé à 62 579 € sur la période du 1^{er} septembre 2024 au 31 août 2025.

4.6.2 Honoraires des commissaires aux comptes

La charge de l'exercice relative aux honoraires du commissaire aux comptes s'élève à 17 940 euros.

4.6.3 Contributions volontaires en nature

Conformément au règlement ANC 2018-06, nous avons procédé à la comptabilisation des contributions volontaires en nature.

Dans le cadre du département Frontière du Vivant et de l'Apprendre, créé par l'Université de Paris Cité (issue de la fusion des Universités Paris Descartes et Diderot) et LPI en 2016, l'ensemble des activités menées au sein de ce département couvre la mise à disposition de personnel enseignant, la coordination pédagogique, la gestion administrative et financière de plusieurs conventions s'élève à 1 896 K€.

Dans le cadre des activités du pôle Education/Jeunesse, le nombre d'heures de bénévolat est de 303,5 h. Il couvre l'accompagnement du projet « The School Challenge » par des mentors, auprès de collégiens. Ces heures sont valorisées à 19,1 K€.

Méthode de valorisation des contributions volontaires en nature

La valorisation des contributions volontaires est une estimation des dépenses engagées par le département universitaire. L'exercice comptable universitaire est calée sur l'année civile. Les données définitives seront disponibles 6 mois après le 31 décembre de l'année en cours.

Par ailleurs, les heures de bénévolats effectuées dans le cadre du projet « The School Challenge » sont valorisées au taux horaire brut chargé de travaux dirigés (arrêté du 6 novembre 1989 fixant les taux de rémunération des heures complémentaires et vacations d'enseignement - BO n°25 du 13/07/2019), soit 62,77 € pour l'année 2024/2025.

4.6.4 Information concernant les transactions non courantes ou non conclues à des conditions normales

L'association a reçu une contribution financière de la part de la Fondation Bettencourt Schueller, administratrice de l'association.

- Modalités : Soutien aux activités et au fonctionnement du LPI
- Montant des fournitures, investissements ou services perçus au 31 décembre 2024 : 1 700 000 €

Le 27 mai 2024, les parties ont signé une convention d'apport prévoyant le versement du reliquat pendant une période allant jusqu'au 31 décembre 2028, afin d'assurer au LPI une période de transition sécurisée visant à consolider la diversification de ses financements et la réussite du déploiement de son projet.

Ce reliquat de 18 717 073 euros a été perçu en décembre 2024.

L'association n'a pas bénéficié de transactions non conclues à des conditions normales.

4.7 ENGAGEMENTS HORS BILAN

4.7.1 Engagements donnés

Engagements en matière d'indemnités de fin de carrière

Conformément aux dispositions de la loi française, l'association s'affranchit de ses obligations de financement des retraites du personnel en France par le versement aux organismes qui gèrent les programmes de retraite des cotisations calculées sur la base des salaires. Il n'y a pas d'autre engagement lié à ces contributions.

La loi française exige également, le cas échéant, le versement en une seule fois d'une indemnité de départ en retraite. Cette indemnité est déterminée en fonction de l'ancienneté et du niveau de rémunération au moment du départ. Les droits sont uniquement acquis aux salariés.

Elle est évaluée pour chacun des salariés de l'association présent à la clôture en fonction de son ancienneté théorique le jour de son départ en retraite, selon la méthode des unités de crédit projetées qui est une méthode rétrospective avec salaire de fin de carrière. Cette méthode consiste à calculer le montant des droits projetés à la retraite au prorata de l'ancienneté sur la période de constitution de ces droits.

Le montant des indemnités de fin de carrière, compte tenu de l'âge des salariés, de leur ancienneté et du taux de rotation estimé au 31/08/2025 s'élève à 40 006 €.

4.7.2 Engagements reçus

Néant.